

INTERVENTION 10 DÉCEMBRE 2015

SUJET : SÉANCE PUBLIQUE

« Merci, Monsieur le Président.

J'ai cru déceler entre votre vision des choses pour cet Office du Tourisme et celle que vient d'évoquer Monsieur CLERISSI, une conception très légèrement différente. Quant à moi, je voulais simplement dire que je préfère la vôtre, je pense que ce bâtiment est un bâtiment qui est remarquable et qu'il faut essayer de le garder le plus possible dans l'état où il est aujourd'hui. L'idée d'empiéter sur les Jardins du Casino ne me plaît pas du tout, je voulais le dire et que nos compatriotes l'écoutent.

Merci.

Je l'avais demandée avant d'écouter les explications très complètes de Monsieur le Conseiller VALERI, donc je voulais simplement vous dire qu'en ce qui nous concerne ici, le nombre de dérogation adéquat est de 52.

Non parce que je pense que Monsieur CLERISSI a raison lorsqu'il dit que nous sommes dans une situation qui évolue relativement rapidement, nous ne voulons surtout pas être en retard par rapport à la France ou l'Italie qui est déjà complètement libéralisée et on va y arriver. Je comprends votre point de vue, il faut garder la paix sociale, il faut que les partenaires se mettent d'accord, mais je crois que le Gouvernement doit avoir une position qui encourage cela et qu'il passe le message. Si vous, vous êtes d'accord, nous, nous ne nous y opposerons pas. Parce qu'aujourd'hui j'ai l'impression que c'est un peu l'histoire des machines à sous à la S.B.M., maintenant que nous sommes ouverts la nuit, nous sommes contents, avant il y avait des tas d'histoires telle que « on ne peut pas », « il n'y a pas de demande » et, en fait, la demande elle est aussi créée par l'offre. Si l'enseigne est ouverte les gens rentrent...

Evidemment, si c'est fermé ils ne viennent pas à Monaco. Moi je comprends vos soucis et je crois que vous l'avez bien expliqué mais allons dans le sens de l'histoire.

Merci, Monsieur le Président.

Je vais faire plus tard une intervention sur les bourses d'études mais je pense qu'il est important parce que c'est vraiment dans le cœur de ce débat, les bourses c'est quoi ? C'est l'investissement que l'Etat met pour obtenir des Monégasques afin de pallier les problèmes que Monsieur le Ministre d'Etat vient de mentionner, c'est que l'on ne trouve pas de nationaux pour satisfaire la demande dans notre pays.

Je dois vous dire que depuis trois ans, je siège avec certains de mes collègues ici, à la Commission des Bourses et ce programme est extrêmement bien administré d'un côté, et d'un autre côté il est extrêmement réactif, c'est-à-dire qu'il n'est pas utilisé comme un instrument de politique pour former des gens afin de les inciter à aller dans les secteurs où on veut. Par exemple, si vous voulez faire une licence de lettres ou si vous avez besoin d'ingénieurs, il n'y a pas de différenciation entre les bourses, vous obtenez la même chose, ça c'est le premier point.

Le deuxième point, ils tirent les élèves vers le bas ! C'est-à-dire que si vous voulez la bourse maximale aujourd'hui d'environ 13 000 € par an, ce qui paraîtrait énorme mais qui en fait n'est pas beaucoup lorsqu'on veut rentrer dans une grande école d'ingénieurs. Dans les pays anglo-saxons, cela coûte des dizaines de milliers d'euros et il y a beaucoup de gens qui disent qu'ils ne peuvent pas le faire. Donc, ils n'essaient même pas.

Moi ce que je vous dis c'est que les 2,8 M€ qu'on dépense pour les bourses, c'est 0,24 % du budget de l'Etat, ce n'est pas suffisant et c'est mal dessiné. Je répète, je ne veux pas que les gens qui m'écoutent, qui travaillent dans ce Département, pensent que c'est de leur faute, eux, ils administrent le programme et ils le font d'une manière vraiment professionnelle et excellente. Je crois qu'on doit utiliser cela comme un instrument beaucoup plus offensif qu'on le fait maintenant. On attend les demandes et toutes les demandes on les traite de la même manière ! Non ! Il faut qu'on pousse, premièrement à l'excellence et ensuite vers des métiers dont on a besoin.

Je suis sûr que Monsieur BARILARO va en rajouter.

Ecoutez, moi, l'impression que j'ai c'est que tant que nous n'offrons pas, nous ne pouvons pas connaître la demande. Nous sommes un petit pays, un pays prospère...

Moi, je ne veux pas qu'il y ait un seul Monégasque qui puisse intégrer une grande université et qu'il ne le fasse pas pour des raisons financières. Je suis sûr que c'est le cas et je suis sûr qu'ils n'essaient même pas parce que si vous donnez des bourses qui sont limitées, les gens vont se diriger vers les limites, ils vont aller à la faculté de droit à Nice, je suis désolé, même s'ils peuvent entrer à Science-po !

Ce que je voudrais vous dire, je connaissais un Monégasque qui restera anonyme et qui me fait penser à cette discussion et il disait : « à Monaco, réfléchir c'est déjà désobéir un peu » et je sens cela là-dedans, il faut qu'on tire ces personnes vers le haut ! Le mieux, le plus haut possible, le mieux pour eux, le mieux pour nous, pour tous.

Voilà ce que je voulais vous dire.

Je voulais vous dire Monsieur CELLARIO, c'est vrai cela va mieux mais on est très loin encore de là où il faut être.

Je vais vous donner un exemple. Il y a des gens qui sont attributaires de bourses monégasques et qui sont en même temps attributaires de bourses étrangères et qui refusent la bourse monégasque... cela veut dire quoi ? Il y a des pays qui donnent des bourses qui sont bien meilleures que les nôtres ! Cela n'est pas acceptable, nous sommes un pays prospère encore une fois, nous sommes un petit pays, nous avons besoin de toutes nos ressources, comment se fait-il que nous soyons à la traîne d'autres pays ? Première chose.

Ensuite, pour vous dire que bien que les bourses ont été augmentées d'une manière considérable, nous sommes très loin du compte. Peut-être que Monsieur BARILARO a exagéré en disant qu'il faut payer 80 000 € mais si on doit payer 50 000 € pour faire étudier ses enfants et que les études durent deux ans ou quatre ans, si on a 20 000 € et pas l'argent pour mettre plus, les enfants ne peuvent pas aller faire ces études-là. Et moi je trouve cela anormal, je vous le dis franchement.

Merci, Monsieur le Président.

Je suis content de ce que je viens d'entendre du Conseiller VALERI parce que je voulais rebondir sur les propos de Monsieur BURINI qui, en quelque sorte posait la question la plus importante. Est-ce que c'est vraiment le rôle de l'Etat de payer pour la dépendance ? Pour moi, je vais vous surprendre parce que j'ai une étiquette de libéral, pour moi c'est oui. C'est oui, bien sûr que l'Etat doit s'occuper des personnes âgées, comme il doit d'ailleurs s'occuper de favoriser l'accès à des bourses d'études pour les personnes qui ne peuvent pas se le permettre.

Pourquoi voulez-vous que seulement les Monégasques aisés puissent envoyer leurs enfants dans les meilleures universités ? De la même manière, pourquoi voulez-vous que seulement les Monégasques aisés puissent avoir une fin de vie adéquate ?

Alors, bien sûr, qu'il faut faire la balance des choses, il faut avoir un Fonds, il faut probablement avoir une assurance, mais clairement, pour les personnes qui n'ont pas les ressources, c'est la responsabilité de l'Etat. Je le dis franchement et clairement.

J'avais une question de technique parce que je ne comprends pas ce qu'on vote ? Vous voyez ce que je veux dire ? Je ne comprends pas si on vote, qu'est-ce que le Gouvernement peut faire ? Est-ce que cela veut dire qu'on vous autorise à engager 60 M€ sur une usine de traitement des déchets ?...



... Ou bien est-ce que les dépenses afférentes à cette usine devront se retrouver dans le budget, que ce soit le Budget Rectificatif 2016 ou le Budget Primitif 2017 ? Je n'arrive pas à comprendre ce que cela veut dire ces 60 M€. On vous autorise à faire quoi exactement ? A prêter l'argent à quelqu'un ? A investir cette somme ? A quoi faire ? C'est cela que je ne comprends pas, ma question est technique.

Je vous remercie pour votre attention. »

Bernard Pasquier